

CITIZEN

AVORTEMENT

Bouger sans avancer

« Si je veux - pour l'autodétermination de la femme »

Le dossier de la réforme de la loi sur l'avortement bouge sans pour autant faire avancer l'autodétermination de la femme, estime le collectif « Si je veux ».

Fin 2011, les médias annoncèrent un compromis réconciliant CSV et LSAP en matière de la réforme de la loi de 1978 sur l'avortement. Pour rappel, dans leur déclaration gouvernementale, les deux partis au pouvoir avaient annoncé vouloir adapter la loi de 1978 aux besoins et exigences de la société d'aujourd'hui.

Pourtant, le projet de loi suscita une levée de boucliers, notamment auprès des partis de l'opposition et au sein des organisations féministes, regroupées au sein du collectif « Si je veux - pour l'autodétermination de la femme », et il fut avisé négativement par le Conseil d'Etat et la Commission des Droits de l'Homme. Dans l'impossibilité de faire avancer le projet de réforme contre cette opposition, le gouvernement fut obligé de négocier un nouvel accord entre les deux coalitions, les socialistes ne voulant pas être montrés du doigt pour une réforme trop conservatrice.

Aujourd'hui, deux ans après les premières protestations contre le pro-

jet 6102, le collectif Si je veux apprend qu'avec la nomination de Lucien Weiler (CSV) comme rapporteur, les travaux législatifs vont enfin continuer. Mais, est-ce par crainte de provoquer à nouveau la colère du collectif que le nouveau texte n'a toujours pas été rendu public ? Nous devons donc baser notre réaction sur des informations qui nous sont parvenues par des voies alternatives :

Selon nos informations, le nouveau texte prend en considération les aspects non-négociables formulés par le Conseil d'Etat dans son avis du 16 juillet 2010 : suppression de la clause de résidence, élimination des indications spécifiques, clarification du rôle et de la responsabilité parentale pour le cas des mineures. En cela, le Collectif reconnaît du progrès.

Non, c'est non

Par contre, le Collectif marque son désaccord inébranlable avec ce qui était dès le début la pierre d'achoppement, c'est-à-dire l'introduction d'une deuxième consultation obliga-



woxx Invitation à l'assemblée générale

Les coopératrices et coopérateurs de la société coopérative woxx sont convoqué-e-s à l'assemblée générale ordinaire, qui aura lieu le **jeudi 29 mars 2010 à 18h30 heures** au siège du woxx, 51, avenue de la Liberté, Luxembourg-Gare.

Ordre du jour :

1. rapport de l'ancien conseil d'administration
2. rapport financier de l'année 2011
3. rapport des commissaires et du réviseur externe
4. décharge du conseil d'administration
5. appel aux candidatures et élection d'un nouveau CA
6. élection des commissaires
7. perspectives du projet
8. divers

Pour le conseil d'administration
Christiane Wagener (présidente)

toire. Celle-ci n'est nullement éliminée, même si, désormais, elle sera intégrée dans le concept de l'unicité des lieux. Cela veut dire qu'elle est assurée par l'établissement agréé qui prend également en charge l'IVG. Ainsi les compétences médicales et psycho-sociales sont regroupées sous un même toit, permettant aux femmes indécises de trouver le support dont elles ont besoin.

Le Collectif réitère son opposition quant au caractère obligatoire d'une deuxième consultation psycho-sociale. Comment les auteur/e/s de ce texte de loi peuvent-ils et elles prétendre respecter l'autodétermination de la femme ? Obligation de consultation ne peut pas rimer avec « auto »-détermination, vu qu'elle repose sur la justification de la décision devant autrui.

Par ailleurs, selon nos informations, le nouveau texte introduirait un délai de trois jours qui doivent s'écouler entre la deuxième consultation psycho-sociale et l'acte médical de l'IVG. Si, dans la pratique, il y a souvent un certain délai pour des raisons d'organisation (p.ex. pour commander le médicament ou bien pour arranger l'intervention médicale), l'introduction d'un tel délai dans ce texte de loi ressemble fortement à une manœuvre pour imposer du temps de réflexion aux femmes afin de les faire revenir sur leur décision. Nous ne sommes pas d'accord ! De plus, dans certains cas, ce délai, si court soit-il, risque de faire que d'autres délais soient dépassés (p.ex. pour avoir recours à une IVG médicamenteuse, à favoriser d'un point de vue médical à une IVG chirurgicale).

Nous réitérons notre désaccord total avec cette approche et propo-

sons de mettre en place une offre de consultation professionnelle et accessible à toute femme qui souhaite s'en servir. Le texte de loi devrait en plus préciser que toute consultation doit se faire « dans le respect total de la volonté exprimée par la femme ».

Une loi basée sur des délais raisonnables, la dépénalisation de l'avortement pour la femme et la mise en place d'une offre de consultation et de support accessible, gratuite et libre - voilà les critères d'une réforme digne de ce nom et d'une loi sans ambiguïté.

Le texte de loi nécessite bien sûr également sa mise en œuvre. Nous revendiquons donc le droit à l'accès à l'IVG, dans les meilleurs délais et dans des conditions correctes. Relevant du domaine de la santé publique, l'IVG doit être pratiquée au Luxembourg, et l'Etat doit garantir aux femmes de trouver un/e médecin gynécologue ou obstétricien/ne compétent/e en la matière.

Enfin, conforté par les expériences et études au sujet de l'avortement, le collectif met en garde : c'est un leurre de croire que cette réformette de l'avortement ferait baisser le nombre d'avortements. Réduire le nombre d'avortements passe forcément par la prévention des grossesses non voulues. Pour cela, il faut investir massivement dans l'éducation sexuelle et affective, encore davantage responsabiliser les hommes en matière de contraception et surtout rendre les filles et les femmes plus fortes et plus conscientes de leurs droits en matière sexuelle.



Mouvement Ecologique und OekoZenter Lëtzebuerg laden gemeinsam mit Caritas - Centre Pastoral en Monde du Travail - Etika, Initiativ fir Alternativ Finanzéierung - Institut Européen pour l'Economie Solidaire - "Cellule pour le développement durable der Universität Luxemburg ein zu einem Vortrag mit Diskussion zum Thema

Auswege aus der Wachstumsfalle: Wie kann der Übergang zu neuem Wohlstand gestaltet werden?

am Dienstag, den 13. März 2012 um 20.00

im Hotel Parc Belle-Vue 5, avenue Marie-Thérèse (ancien Convict), Luxembourg

mit Prof. Dr. Uwe Schneidewind, Präsident des Wuppertaler Institut für Klima, Energie, Umwelt, u.a. Mitglied des Club of Rome und der Enquete Kommission "Wachstum, Wohlstand, Lebensqualität" des 17. Deutschen Bundestages

Une traduction en français est assurée.
weitere Infos: www.meco.lu